

nombre des objectifs dont je vous entretiendrai ce soir émanent directement de ce document. En outre, je veux mentionner quelques recommandations auxquelles nous avons donné suite depuis octobre.

- Le gouvernement fédéral a soutenu la création d'un réseau canadien pour la qualité totale, un partenariat du secteur privé ayant la qualité pour objectif et visant à aider les entreprises canadiennes à trouver le savoir-faire qu'il leur faut pour offrir des produits et des services d'une qualité inégalée dans le monde.
- Le gouvernement fédéral a accepté de faire équipe avec des entreprises du secteur privé et avec les provinces pour construire une «autoroute électronique» à grande vitesse et à large bande. Aux fins de l'édification du pays, c'est en quelque sorte l'équivalent, au XX<sup>e</sup> siècle, du chemin de fer du Canadien Pacifique. Le projet sera mené par des sociétés des secteurs des télécommunications et de l'informatique telles que Stentor, Unitel, IBM Canada, Newbridge, Gandalf, DMR et d'autres.

Les auteurs du plan d'action recommandent fortement d'intervenir dans le domaine de l'éducation, qui est étroitement lié au rendement de l'économie nationale. J'aimerais donc approfondir maintenant cet aspect.

Nous devons évaluer constamment la qualité de notre système d'éducation et de notre système de formation comme s'il s'agissait de n'importe quel autre facteur de compétitivité, c'est-à-dire par rapport à nos besoins actuels et à ce que d'autres pays font. Nous devons constamment réexaminer nos techniques. Le travail consistant à améliorer la qualité du système d'éducation canadien n'est jamais achevé.

Et ce doit être un travail national, un effort de toute la nation.

Car la concurrence entre les pays se manifeste aussi, à un certain niveau, entre les systèmes d'éducation : il y a comparaison entre le nôtre et les leurs, à tous les stades, depuis la maternelle jusqu'aux études supérieures.

Au cours des consultations menées dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, deux constantes se sont dégagées. En matière d'éducation, les Canadiens veulent ce qu'il y a de mieux, et ils sont prêts à payer. Ils savent qu'ils versent déjà beaucoup à cet égard. Le pays consacre 7,8 p. 100 de son PIB à l'éducation. Le problème ne concerne pas l'ampleur des fonds dépensés, mais plutôt les résultats négatifs de cet investissement.